

AÏN-DEFLA

Le scandale de l'Ansej deux mois après

Tout le monde se rappelle qu'au début du mois de juillet dernier, selon une communication de la gendarmerie, il était fait état d'un scandale dans la gestion de l'Ansej de Aïn-Defla et que l'enquête avait permis d'incriminer 7 agents, dont le directeur de l'agence. Qu'en est-il au juste deux mois après ?

Lors d'une entrevue accordée aux représentants de la presse nationale, dans l'après-midi de mercredi dernier, le directeur de l'agence a déclaré n'être nullement concerné par cette affaire et que l'information l'avait pour le moins étonné pour la simple raison, dit-il, que «c'est moi-même qui ai déposé une plainte contre X pour fausse signature apposée au bas d'un ordre d'enlèvement d'un chèque, bénéficiaire que les enquêteurs n'ont pas tardé à identifier». Il ajoute cependant : «Par la suite, il s'est avéré que le document cité était authentique et l'agent mis en cause dans cette affaire a bénéficié d'un non-lieu, faute de preuves.»

En ce qui le concerne, il dira : «Je regrette que mon propre nom n'ait pas été précisé, car l'affaire ne concerne pas ma propre gestion et que personnellement je n'y suis pour rien.» Il précise qu'il a reçu de la direction générale pas moins de 11 visites d'inspecteurs qui ont épluché tous les dossiers et «rien m'a été reproché». Ne paraissant nul-

lement affecté, il dira simplement : «Il me semble qu'on a juré tout bonnement d'avoir ma tête.» Cela dit, il atteste que l'agence Ansej de Aïn-Defla se porte bien, mais il reconnaît que certains ont usé de trafic à la suite de quoi 166 dossiers ont été annulés pour des dédoublements d'adresses.

En ce qui concerne le nombre de dossiers financés, il précise qu'en 2010, l'Agence a financé 542 projets, 835 en 2011 et 686 pour le premier trimestre 2012, soit 50% de tous les projets financés depuis 1998, date de la création de l'Ansej. Le responsable explique le chiffre élevé de projets financés en 2011 : «En 2010, suite à une instruction, certains créneaux d'investissements ont été gelés pour une meilleure orientation vers des secteurs plus rentables obéissant aux paramètres d'investissements moins lourds, avec possibilité de remboursement, mais générant en même temps un nombre important de postes d'emploi... En 2011, sous la pression de la demande



Ph. DR.

sociale, le gel a été levé ce qui explique l'accroissement du nombre de projets financés passant de 542 en 2010 à 835 en 2011 et à 686 pour le seul premier trimestre 2012.» Quant au volume des financements, le directeur rapporte qu'en 2010, il a été de 1,565 milliard de DA, en 2011 de l'ordre de 651 millions de DA et de 598 millions de DA à la fin du premier semestre 2012. Selon le responsable de l'agence, nombreux parmi les bénéficiaires de millions prêtés par le dispositif et qui les ont utilisés à d'autres fins peu louables en usant de subterfuges vont déchanter.

Citant le directeur général national, notre interlocuteur affirme qu'il n'a jamais été fait mention nulle part, officiellement, d'un éventuel effacement des crédits qui ont été accordés contrairement à la rumeur fomentée ici et là, rumeur semée par ceux-là

mêmes qui ont détourné leurs projets et qui par la suite ont tenté de forcer la main à l'Etat. «Ceux-là se trompent lourdement», dira-t-il. Cependant, rassure le responsable, «pour ceux qui pour des raisons justifiées et attestées qui ont induit un retard dans le remboursement des échéances, il y aura des possibilités de rééchelonnement des dettes contractées avec l'intervention du Fonds de garantie. Pour ceux qui ne sont pas arrivés à arracher un plan de charge pour rentabiliser leur investissement, la direction évoque une récente mesure d'attribution d'une part de 20% du marché public (travaux publics, Dlep, forêts au recyclage de matériaux...) pour les jeunes investisseurs qui ont bénéficié de crédits dans le cadre du dispositif. Cette mesure vise, dit-on, à lever le prétexte du manque de plan de charge souvent avancé.

AÏN-BEÏDA

Eradication des marchés informels

Le squat et l'érection de baraques de fortune par les différents vendeurs à travers pratiquement toutes les artères de la cité des Haracta, phénomène vieux de trois décennies, connaît peut-être ses dernières heures.

Avec la propagation de vendeurs tous azimuts, la ville de Aïn-Beïda, autrefois carrefour de toute la région, étouffe. Cette situation qui prévaut depuis longtemps n'a pas laissé indifférente la société civile.

Le forum initié par les imams de la ville, qui a vu le jour récemment suite à un appel du D' Benyerbah, imam de la mosquée El Atiq, et qui renferme des

cadres et des sages de la ville, a pris en charge ce phénomène. En collaboration avec les élus locaux qui ont déjà par le passé préparé la solution par l'aménagement d'espaces dans les anciens locaux de «L'ENC et des SNGA».

Ces locaux avec toutes les commodités abriteront ces marchands qui ont fait l'objet d'un recensement et d'une enquête et entreront en possession légale de leurs locaux à partir de la semaine en cours.

Une réunion a été tenue à la fin de la semaine passée au niveau du cabinet de la wilaya, programmée par le chef de l'exécutif, et qui a regroupé tous les acteurs liés à cette opération : les membres du forum, les élus locaux ainsi que des représentants des marchands. Le chef de l'exécutif a montré toute sa

disponibilité à œuvrer pour mettre un terme à ce phénomène qui a défiguré la cité des Haracta, et se dit prêt à financer un nombre important de marchés de proximité à travers les quartiers de la ville.

Ce qu'il faudrait retenir de cette réunion, c'est beaucoup plus l'adhésion des commerçants qui ont montré leur disponibilité à rejoindre leurs nouveaux espaces dans un climat de réjouissance.

De leur part, les imams de toutes les mosquées de la ville ont, dans un prêche ce vendredi, sensibilisé la population, pour encourager ces marchands qui ont abandonné les anciennes pratiques, à aller s'approvisionner chez eux.

M. C.

Naissance du forum des citoyens de la ville

Les habitants de la cité des Haractas vivent au quotidien une montée inquiétante des agressions et des malfaits.

Cette situation alarmante n'a pas laissé indifférents les hommes de culte, les imams, qui, dans un prêche, ont lancé un appel de sagesse aux citoyens.

La goutte qui a fait déborder le vase est ce crime gratuit du jeune B., âgé

d'une vingtaine d'années, qui a rendu l'âme devant une foule médusée en plein centre-ville.

Les sages de la ville encadrés par les imams ont décidé de prendre en charge ce fléau qui constitue un grand danger pour les futures générations s'il venait à perdurer.

La mosquée El-Atik, pleine à craquer, a abrité une séance de sensibilisation à laquelle ont été conviées toutes les

couches sociales, y compris les responsables de différents secteurs. Un comité de 25 membres a été dégagé donc par l'assistance, composé essentiellement d'imams et de cadres.

Ce «forum», présidé par le D' Benyerbah N., collaborera avec les différents services pour enrayer le phénomène des agressions qui a pris des proportions alarmantes.

M. C.

OUM-EL-BOUAGHI

1 200 interventions de la Protection civile

Selon la cellule de communication de la Protection civile d'Oum-El-Bouaghi, 1 200 interventions ont été enregistrées par les éléments de la Protection civile pour le seul mois de juillet 2012.

Dans ce bilan, une centaine d'inter-

ventions concerne les accidents de la circulation où l'on déplore la perte de cinq vies humaines et une centaine de blessés. Selon les mêmes sources, les causes principales de ces accidents demeurent l'excès de vitesse et les

dépassements dangereux. Dans ce bilan, les éléments de la Protection civile ont secouru des personnes en danger et sont intervenus dans des opérations d'incendies déclarés dans différents lieux.

Moussa Chtatha

Par ailleurs, on apprend que des fournisseurs pèsent sur «deux fournisseurs locaux d'équipements qui se sont octroyé la part du lion».

Pour ce qui est du suivi des investissements, le directeur de l'agence rapporte qu'au 31 décembre 2011, ce sont 76 dossiers qui ont été transmis à la justice. Ce chiffre est passé à 538 en 2012, ce qui donne une idée de l'ampleur des détournements des projets engagés et non respectés.

Pour l'instant, 80 % des projets d'investissements ont été contrôlés, un contrôle qui touchera la totalité des concernés d'ici fin 2012, assure le responsable. Par ailleurs, il a été décidé que les opérations d'assainissement se feront dorénavant par le biais d'une commission et non plus par un agent unique selon un programme défini, à une cadence plus accentuée dans des délais rapprochés pour, «à la limite, restreindre les dégâts».

Ces nouvelles mesures annoncées, indique-t-on, ont permis de décourager bon

nombre d'«investisseurs mal-intentionnés puisque 150 d'entre eux se sont désistés de peur d'avoir à affronter les juges».

Enfin, pour faciliter la tâche au jeunes des régions déshéritées, une équipe de l'agence se déplace à El Hassiania (piémont de l'Ouarsenis) pour la réception des dossiers de quelque 70 jeunes de la contrée et leur éviter ainsi les allers-retours coûteux.

Autre mesure de rapprochement, bien accueillie, l'ouverture récente d'une antenne de l'agence à Khemis-Miliana et deux autres à Al Attaf et Djendel sont en projet.

En résumé, sur les 7 agents de l'agence accusés dans cette affaire, 3 sont sous enquête complémentaire, les 4 autres ont bénéficié d'acquiescement faute de charges attestées, nous a-t-on indiqué. En guise de conclusion, le responsable dira : «A la justice de faire son travail, nous lui faisons confiance.»

Karim O.

SIDI-BEL-ABBÈS

14 milliards de centimes d'évasion fiscale

Le commerce informel en tous genres continue de porter un sérieux coup à l'économie du pays avec l'enregistrement fréquent de défauts de facturation de marchandise. Pour le seul mois du Ramadhan dernier, Sidi-Bel-Abbès a, selon la direction du commerce, enregistré un défaut de facturation d'un montant de 14 milliards de centimes. En effet, les activités des 32 brigades mises sur pied par la direction du commerce pour le mois de Ramadan ont porté leurs fruits avec la fermeture de 28 commerces pour manque d'hygiène, produits impropres à la consommation et mauvaises pratiques commerciales. La direction du commerce a intenté 335 poursuites judiciaires et établi 350 procès-verbaux à l'encontre des mauvais commerçants. Elle a aussi saisi 458 kg de produits impropres à la consommation. Enfin, des éléments de la direction du commerce prêtent mainforte aux services de sécurité au niveau des points de contrôle des véhicules.

A. M.

Des bouteilles de boissons alcoolisées saisies

A la fin de la semaine dernière, les éléments de la sûreté de Sidi Bel-Abbès ont intercepté à la sortie de la ville de Sidi-Bel-Abbès, au niveau d'un barrage, un véhicule léger transportant 100 bouteilles de boissons alcoolisées sans facture.

Le conducteur du véhicule a été arrêté et le véhicule et la marchandise saisis.

Colère des transporteurs de Sidi Hamadouche

Dans la journée de jeudi dernier, les exploitants des taxis collectifs et fourgons, assurant la liaison entre Sidi Hamadouche et le chef-lieu de Sidi-Bel-Abbès, ont manifesté leur colère suite à la dernière décision de la direction du commerce faisant état de la mise en service de 3 bus par l'Entreprise nationale du transport urbain pour assurer la même desserte. Selon nos sources, ces transporteurs, qui peinent déjà à faire le plein de voyageurs en temps ordinaire, seront concurrencés par la mise en service de ces bus, les obligeant à abandonner leur activité pour la simple raison que ces derniers prendront en charge les passagers du centre-ville de la localité au centre-ville de Sidi-Bel-Abbès, alors que les transporteurs devront, eux, s'arrêter à la gare El Ghalmi, à la sortie de la ville. Les usagers de ce tronçon devront en plus prendre des taxis pour rallier le centre-ville. Il est certain, selon les transporteurs qui ne décolèrent pas, que les voyageurs leur préféreront les bus de l'entreprise vu la commodité des arrêts de ce dernier. Les transporteurs, voyant leur activité menacée, ont observé, en guise de protestation, un arrêt de travail dans la journée de jeudi dernier, menaçant de passer à des actions plus radicales si cette décision de mise en service des bus de l'entreprise devenait effective.

A. M.